



RESUME DU SEMINAIRE DES EXPERTS GOUVERNEMENTAUX DE L'UNFCCC: 16-17 MAI 2005

Le Séminaire des Experts Gouvernementaux s'est déroulé les 16 et 17 mai 2005, au 'Maritim Hotel' à Bonn, en Allemagne. La décision de tenir le Séminaire a été prise par les Parties, à la dixième Conférence des Parties (CdP-10) à la Convention-Cadre sur les Changements Climatiques (UNFCCC) en décembre 2004. La décision, qui a été prise après de longues discussions à la CdP-10, visait à traiter le point de savoir comment s'engager sur quelques-unes des questions les plus larges auxquelles le processus des changements climatiques se trouve confronté. Pour certaines Parties, la question qui importait le plus est celle du cadre futur et des engagements en faveur de la lutte contre les changements climatiques dans la période post-2012 (le Protocole de Kyoto établit des objectifs de rejets pour les années 2008-2012). Il y avait également un certain intérêt pour d'autres questions, comme celles concernant la manière de répondre à l'évidence de plus en plus forte des changements climatiques, le traitement des divergences d'opinion sur le Protocole de Kyoto, et de l'avancement des travaux sur l'atténuation des, et l'adaptation aux, changements climatiques.

La question du cadre post-2012 s'est avérée particulièrement sensible à la CdP-10. Bien que le Protocole de Kyoto demande aux Parties de commencer dès 2005, l'examen de la période post-2012, plusieurs pays en développement ont fait objection, dans le passé, aux tentatives d'élargir le groupe des pays ayant des objectifs contraignants en matière de rejets, en passant des Parties visées à l'Annexe I aux Parties appartenant au Groupe des 77 et la Chine (G-77/Chine). Les pays industrialisés arguent qu'il leur appartient d'agir comme chefs de file, sur la base du principe des responsabilités communes mais différenciées. Il y avait aussi la question de savoir comment intégrer les non Parties au Protocole de Kyoto dans les pourparlers sur les nouveaux engagements.

Compte tenu de ces réserves, les attributions fixées pour le Séminaire ont été laissées larges et générales, sans référence spécifique ni au cadre post-2012 ni à d'autres questions sujettes à controverse. Les Parties à la CdP-10 ont convenu que le Séminaire devrait encourager la conduite "d'un échange d'information informel sur: (a) les actions ayant trait à l'atténuation et à l'adaptation, susceptibles d'aider les Parties à poursuivre la mise en place de réponses efficaces et appropriées aux changements climatiques; et (b) les politiques et mesures adoptées par leurs gouvernements respectifs qui soutiennent la mise en application de leurs engagements actuels."

Bien que le Séminaire n'ait pas formulé de conclusion formelle, telle que des recommandations ou un texte négocié, plusieurs participants ont estimé qu'il a été très constructif et que le dialogue ouvert qui y eu lieu a montré la volonté des Parties de comprendre les positions et les circonstances des uns et des autres, et de commencer à chercher des voies et moyens innovants de les accommoder. Toutefois, bien que largement perçu comme ayant

été un pas dans la bonne direction, il n'y pas beaucoup de signes prouvant que les divergences entre les Parties se soient vraiment réduites.

COMPTE RENDU DU SEMINAIRE

Lundi matin, 16 mai, la Secrétaire Exécutive de l'UNFCCC, Joke Waller-Hunter, a souhaité aux participants la bienvenue au Séminaire des Experts Gouvernementaux. Soulignant que ce Séminaire est le "premier du genre dans l'histoire de l'UNFCCC," elle a déclaré que le temps dira s'il restera dans les esprits, un événement historique. Elle a suggéré qu'après l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto en février 2005, le moment est opportun pour la considération de la mise en application de l'UNFCCC et du Protocole de Kyoto. Elle a déclaré que les participants y seront informés de la large gamme des approches que les Parties ont adoptée pour faire face aux changements climatiques, rendant compte des diverses circonstances des différents pays, et a souligné que la tenue de ce Séminaire a pour arrière plan une élévation des concentrations atmosphériques des gaz à effet de serre.

Les délégués ont ensuite entendu deux exposés principaux. Jürgen Trittin, Ministre Fédéral Allemand de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Sécurité Nucléaire, a souligné la nécessité d'une action sur les changements climatiques, permettant d'éviter une élévation supérieure à 2C des températures de la surface de la planète et "les dégâts désastreux et irréversibles" qui en résulteraient. Il a déclaré que le Protocole de Kyoto est un premier pas, mais a déclaré que les progrès doivent être poursuivis au-delà de 2012. Il a mis en relief la nécessité d'une volonté politique pour s'assurer de la protection du climat, et a déclaré que le Séminaire pourrait fournir la plate-forme nécessaire à un démarrage réussi de la Réunion des Parties du Protocole de Kyoto (RdP-1) en décembre 2005, relativement au processus d'élaboration du cadre post-2012.

DANS CE NUMERO

Compte Rendu du Séminaire	1
Première Session	2
Deuxième Session	2
Troisième Session	3
Quatrième Session	3
Cinquième Session	4
Sixième Session	4
Les Exposés de la Société Civile	5
Septième Session	5
Session de Clôture	5
Brève Analyse du Séminaire	6



Le Président de la CdP-10, Ginés González García, Ministre Argentin de la Santé et de l'Environnement, a déclaré que le Séminaire est l'occasion de rétablir la confiance, mettant en relief le défi posé par la conception et l'élaboration des structures post-2012. Il a encouragé les pays industrialisés à traiter les préoccupations des pays en développement, y compris la traduction des engagements en actions concrètes, à soutenir les divers fonds existants consacrés au climat, et à s'engager dans le transfert des technologies et dans le soutien des mesures d'adaptation. Il a indiqué que la volonté politique sera cruciale pour le rétablissement de la confiance et "la facilitation de la participation active des pays en développement dans l'architecture post-Kyoto."

Après les exposés liminaires, le Coprésident Masaki Konishi a expliqué que le Séminaire consistera en plusieurs sessions, chacune impliquant des déclarations de différents experts gouvernementaux, suivies d'une période interactive de questions-réponses. Soulignant le caractère informel de cette réunion, le Coprésident, Chow Kok Kee, a déclaré qu'il n'y aura pas de conclusions des Coprésidents.

PREMIERE SESSION

La première session, tenue lundi matin 16 mai, a impliqué des exposés présentés par des experts gouvernementaux issus de Chine, du Brésil, de Suisse et du Royaume-Uni, suivis par une session interactive de questions-réponses.

LES EXPOSES: Chine: Feng Gao a attiré l'attention sur la dépendance actuelle de la Chine, du charbon, a souligné la nécessité d'améliorer l'efficacité énergétique, et a décrit les efforts fournis par la Chine pour optimiser la structure énergétique. Il a appelé à une coopération internationale axée sur l'introduction et l'application des technologies d'économie de l'énergie, à des incitations politiques en rapport et au renforcement des capacités, ainsi qu'à des efforts accrus et à de nouveaux mécanismes pour le transfert de ces technologies aux pays en développement.

Brésil: André Corrêa do Lago a encouragé la coopération à s'assurer de la réussite de l'UNFCCC, du Protocole de Kyoto et du Mécanisme pour un Développement Propre (MDP) au-delà de 2012. Donnant un aperçu sur les expériences du Brésil avec le MDP, il a mis en relief la contribution du MDP dans la réalisation de l'objectif de l'UNFCCC, dans l'aide des pays visés à l'Annexe I à concrétiser leurs engagements, dans l'engagement des pays en développement à fournir, dans le domaine de l'atténuation, des efforts qui ne seraient pas réalisables autrement, tout en gardant leurs niveaux de vie.

Suisse: Beat Nobs a reconnu la nécessité d'accroître les efforts visant à réduire les rejets des gaz à effet de serre, après 2012. Il a indiqué que le cadre international devrait s'assurer du développement durable, intégrer l'ensemble des grands émetteurs, réduire les rejets partout, promouvoir la mise au point, l'utilisation et le transfert des technologies écologiquement rationnelle, faire usage des forces du marché, et inclure éventuellement des calendriers et des prévisions de réduction des rejets.

Royaume-Uni: David Warrilow, au nom de l'Union Européenne (UE), a mis l'accent sur l'information positive remontante et sur les effets catastrophiques éventuels comme étant les moteurs de la proposition de l'UE de limiter le réchauffement de la surface de la planète à moins de 2C, précisant que la difficulté réside dans la nécessité de répondre à la demande grandissante en matière d'énergie, tout en réduisant les émissions. Il a également mis en relief le besoin de traiter le problème de manière urgente.

LE DEBAT: Le Japon a accueilli avec satisfaction l'accent placé par la Chine sur l'économie d'énergie et l'efficacité énergétique, a demandé des détails sur la manière dont la Chine compte concrétiser ces objectifs, et a offert une coopération technologique. En réponse, Feng Gao a mis en exergue le besoin de la Chine en matière d'énergie, précisant que les critiques dont font l'objet les énergies de l'hydrogène et nucléaires posent la question de savoir quelles sont options qui restent à la Chine. Il a ajouté qu'un accord solide sur le transfert des technologies est nécessaire.

Les Iles Cook et l'Indonésie ont soulevé des questions concernant le rôle futur du MDP et de la Mise en Application Conjointe (JI), et le Luxembourg, au nom de l'UE, a demandé au Brésil des détails sur son programme axé sur les sources d'énergie renouvelable. En réponse, André Corrêa do Lago a déclaré que le Brésil a démonté qu'il est possible, pour un pays en développement, d'avoir un ratio élevé en matière d'énergie renouvelable dans la matrice.

La Chine a posé la question de savoir à quel moment on peut s'attendre à voir les pays industrialisés montrer des réductions significatives de leurs rejets de gaz à effet de serre et monter l'exemple aux pays en développement. La Roumanie a soulevé des questions sur le rôle de l'énergie nucléaire dans la seconde période d'engagement. Il a fait état des risques posés par le feedback positif, tel que celui concernant les rejets provenant des usines de ciment, produit indispensable à la fabrication des murs marins et autres infrastructures nécessaires à l'adaptation à l'élévation des niveaux des océans.

DEUXIEME SESSION

Cette session, tenue lundi en début d'après-midi, a impliqué des exposés présentés par l'Afrique du Sud, la Norvège, la Commission Européenne et les États-Unis, suivis par une séance de questions-réponses.

LES EXPOSES: Afrique du Sud: Alf Wills a déclaré que l'avenir devrait impliquer un Protocole de Kyoto renforcé, intégrant tous les pays et reconnaissant leurs responsabilités communes mais différenciées. Il a souligné que la science de l'adaptation est relativement sous-développée, précisant que l'atténuation et l'adaptation en Afrique du Sud est une "histoire d'énergie," et a appelé à une "feuille de route" pour les négociations, à élaborer à la CdP-11/RdP-1, à Montréal, fin 2005.

Norvège: Harald Dovland a souligné que sept années seulement nous séparent de 2012, un laps de temps très court, compte tenu des longues périodes de planification que nécessitent de nombreux secteurs. Commentant la forme que devrait revêtir le futur régime climatique, il a indiqué qu'il devrait intégrer les éléments positifs du Protocole de Kyoto, tels que les engagements différenciés, la souplesse et la communication des données.

Commission Européenne: Artur Runge-Metzger a parlé des progrès accomplis par l'UE dans la réalisation des objectifs de Kyoto, soulignant l'accent qu'elle place sur des politiques peu coûteuses, une approche intégrant l'ensemble des acteurs, l'utilisation des instruments fondés sur la loi du marché, les régulations et les normes, l'étiquetage et les mesures volontaires. Il a présenté un rapport sur le Schéma de l'Echange des Droits d'Emission (SEDE) de l'UE, qui permet l'établissement de liens avec la Mise en Application Conjointe (JI) et avec le MDP. Il a mis en relief le travail accompli sur le secteur de l'aviation, l'interception et le stockage du carbone, et, l'adaptation.

Etats-Unis: Harlan Watson a décrit les politiques mises en place par son pays, pour faire face aux changements climatiques, mettant en exergue son engagement en faveur de l'UNFCCC et sur la nécessité d'efforts soutenus par l'ensemble des pays, à travers les générations. Evoquant "l'objectif ambitieux" du Président Bush de réduire de 18%, l'intensité des gaz à effet de serre, entre 2002 et 2012, il a fait état des progrès accomplis à ce jour, de rejets légèrement plus faibles en 2003 qu'en 2000 en dépit d'une croissance démographique et une hausse importante du produit intérieur brut (PIB). Il a mis en exergue l'engagement des États-Unis en faveur de l'action au niveau international et du développement durable, citant l'entreprise d'initiatives axées sur l'interception et le stockage des gaz carboniques, l'hydrogène, l'énergie nucléaire et la valorisation et l'utilisation du méthane.

LE DEBAT: Répondant à une question du Luxembourg concernant les technologies disponibles, Harlan Watson a convenu que celles-ci ont un rôle important à jouer. En réponse à une observation de la Bolivie sur le rôle de la foresterie dans la réduction des effets des changements climatiques, Artur Runge-Metzger a déclaré que le secteur n'est traité que de manière partielle dans le



cadre du Protocole de Kyoto, le déboisement n'y étant pas traité de manière adéquate. Harlan Watson a mis en exergue la fixation des gaz carboniques, focalisée sur les forêts et les exploitations agricoles. Harald Dovland a souligné qu'il n'a pas été particulièrement satisfait de la manière dont les questions des puits forestiers ont été traitées dans le cadre du Protocole de Kyoto, et a espéré que dans les régimes futurs elles seront traitées à travers des débats constructifs. Alf Wills a fait état de ses préoccupations que les conditions particulières de l'Afrique du Sud et, notamment, les limites de ses ressources en eau, signifient que les questions forestières sont perçues davantage en termes de vulnérabilité et d'adaptation que de puits de carbone.

Répondant à une question posée par la Bulgarie concernant l'exclusion du secteur de l'aviation du Protocole de Kyoto, Artur Runge-Metzger, a déclaré que la Commission Européenne est en train d'examiner cette question complexe, et que l'aviation devrait être traitée dans le régime climatique futur. Harlan Watson a fait remarquer que le secteur de l'aviation est en train de connaître une croissance dans certaines parties du monde, bien que pas aux Etats-Unis. Harold Dovland a fait état de discussions en cours, sur ce sujet, au sein de l'Organisation Internationale de l'Aviation Civile (ICAO) et au sein de l'UE.

L'Indonésie a souhaité en savoir davantage sur la période post-2012. Artur Runge-Metzger a indiqué que ni la Directive ETS de l'UE ni la Directive Linking à l'intention du MDP et du Mécanisme de Mise en Application Conjointe (JI) ont une date d'expiration prévue. Harold Dovland a déclaré qu'on doit veiller soigneusement à ne pas établir un régime complexe au point que son respect ne saurait être surveillé de manière efficace. Il a indiqué que son point de vue personnel est que le cadre futur devrait impliquer plutôt les multiples acteurs, que "le monde fermé des Parties visées et non visées à l'Annexe I".

TROISIEME SESSION

Cette session, qui a eu lieu lundi après-midi, a englobé des exposés présentés par Tuvalu, l'Albanie, la République de Corée et les Pays-Bas, ainsi qu'une séance de questions réponses.

LES PRESENTATIONS: Tuvalu: Ian Fry a déclaré que les pays visés à l'Annexe B devraient se focaliser sur l'efficacité énergétique et sur l'énergie renouvelable et que les pays qui ne sont pas Parties au Protocole de Kyoto devraient réduire les niveaux de leurs émissions. Il a appelé à la création d'un fonds pour les technologies d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique, pour aider les pays non visés à l'Annexe I à réduire leurs émissions et à acquérir les technologies nécessaires. Il a également fait objection à la retenue de l'énergie nucléaire comme option. Fry a déclaré que les mesures d'adaptation devraient se focaliser à la fois sur le renforcement de la capacité de résistance aux effets des changements climatiques, et sur la réparation des dégâts causés par ces impacts. Il a souligné la nécessité d'un nouveau dispositif financier pour le financement de l'adaptation, précisant toutefois qu'il n'y a pas de protocole sur l'adaptation.

Albanie: Ermira Fida a déclaré que la Première Communication Nationale de l'Albanie a servi à l'intégration des changements climatiques dans les politiques nationales, notamment, dans l'élaboration de la stratégie nationale et la détermination des voies et moyens de répondre aux besoins en matière de technologies.

République de Corée: Boo Nam Shin a souligné que selon les prévisions, la demande en énergie va croître en République de Corée et partout dans le monde. Il a mis en exergue l'importance d'une coopération internationale fondée sur le principe des responsabilités communes mais différenciées, et a appelé à la mise au point et diffusion de davantage de technologies efficaces, et à une assistance technologique en faveur des pays non visés à l'Annexe I.

Pays-Bas: Yvo de Boer, intervenant au nom de l'UE, s'est focalisé sur l'intégration politique, faisant état d'un accroissement de la consommation d'énergie. Il a souligné la nécessité de rendre les réductions d'émissions économiquement attrayantes, et de faire usage des enseignements tirés du Protocole de Kyoto. Il a déclaré

que la communauté internationale devrait tirer avantage des synergies entre la lutte contre les changements climatiques et la réalisation du développement.

LE DEBAT: Au cours du débat qui a suivi, l'Inde a souhaité avoir des éclaircissements sur les nouvelles approches devant servir à la différenciation entre les Parties, et Yvo de Boer a précisé qu'elles devraient être programmées dans le cadre de l'UNFCCC. Le Pakistan a mis l'accent sur le rôle des sources d'énergie renouvelables dans l'amélioration du pouvoir économique des pauvres, et Samoa a souligné l'importance du transfert des technologies d'énergie renouvelable. Ian Fry a appelé à la tenue de débats sur les voies et moyens d'engager de manière plus efficace les institutions financières internationales et d'évoluer sur une voie répondant à la fois aux exigences en matière de réduction de la pauvreté et aux besoins en matière de réduction des émissions.

QUATRIEME SESSION

Cette session, qui s'est tenue lundi en fin d'après-midi, a comporté des exposés présentés par le Canada, le Japon, le Maroc et l'Inde, ainsi qu'une séance de questions réponses.

PRESENTATIONS: Canada: Norine Smith a présenté un rapport sur le 'Projet Ecologique', qui établit la marche à suivre pour s'assurer que le Canada puisse honorer les engagements qu'il a pris dans le cadre du Protocole de Kyoto. Elle a souligné la focalisation du Projet Ecologique sur les mécanismes de marché, le fonds au profit des partenariats, les grands émetteurs, l'information pour les consommateurs canadiens, la séquestration du carbone et la nécessité d'une infrastructure écologiquement durable. Elle a également mis en relief la réalité de plus en plus évidente des changements climatiques et la réalisation que beaucoup reste à faire par delà les engagements de Kyoto, les changements climatiques touchant déjà jusque des communautés telles que celles du Canada du nord. Donnant un aperçu sur les préparatifs de la CdP-11/RdP-1 à Montréal, elle a attiré l'attention sur le processus consultatif devant la réunion, et a appelé à la fourniture d'avis et de données pour aider à faire avancer le processus climatique et à mettre en œuvre le Protocole de Kyoto.

Maroc: Taha Balafrej a mis l'accent sur la vulnérabilité du Maroc aux changements climatiques, y compris ses effets sur les précipitations pluvieuses et sur l'approvisionnement en eau. S'agissant de la perspective à venir, il a précisé que le Maroc sera prêt à adopter toutes les propositions permettant de lutter contre le réchauffement de la surface du globe de manière palpable. Il a souligné que des engagements de la part de l'ensemble des pays industrialisés sont nécessaires et, mettant en exergue les préoccupations du secteur du commerce et de l'industrie quant aux effets économiques des changements climatiques, il a proposé de rendre ce processus moins compliqué et plus souple, et a appelé à l'adoption de procédures d'intégration du MDP. Il a également encouragé la fourniture d'efforts plus importants dans le domaine de l'adaptation. **Japon:** Mutsuyoshi Nishimura a attiré l'attention sur le nouveau plan nippon pour la réalisation des engagements pris dans le cadre du Protocole de Kyoto, le qualifiant "d'ensemble immense" de mesures impliquant les divers acteurs. Soulignant que les changements climatiques sont une réalité et que le retardement de leur traitement donnera lieu à davantage de préjudice, il a mis en exergue le domaine de l'innovation technologique, dans lequel le Japon joue un rôle de chef de file, et a plaidé pour une action à échelle mondiale. Il a appelé à un dialogue libre et franc et à un "nouveau paradigme" qui devrait être plutôt "encourageant et habilitant" que "plafonnant et punissant." Il a plaidé en faveur d'une feuille de route permettant d'avancer vers une société à faible croissance carbonique.

Inde: Surya P. Sethi a affirmé que dans les pays visés à l'Annexe I, les émissions sont en augmentation et que leurs réductions se sont pas dues à de nouvelles politiques et mesures climatiques mais à des événements "ponctuels" tels que la transition économique en Europe de l'Est, et la passage de charbon au gaz au Royaume-Uni. Il a parlé des limites des différents modèles de



prévision de l'évolution des émissions, et a attiré l'attention sur les barrières entravant le transfert des technologies et le financement. Il a noté que les faibles niveaux d'émissions de l'Inde ne sont pas uniquement dus à la pauvreté mais peuvent également être attribués aux choix des modes de vie.

LE DEBAT: Répondant à des questions posées par divers participants concernant le transfert des technologies, Surya P. Sethi a souligné que certaines technologies à transférer devraient passer au domaine public, car le rythme du transfert des technologies du domaine commercial, sera insuffisant pour influencer les changements climatiques de manière significative, en raison du manque de ressources dans les pays en développement. Taha Balafrej a souligné la nécessité d'avoir une idée claire des efforts fournis à ce jour par les pays industrialisés, et sur les résultats réalisés. Il a souligné le besoin d'améliorer le système et l'équité dans la répartition des projets MDP, mettant en relief le constat que l'Afrique y est sous-représentée. Répondant à une question posée par l'Allemagne sur l'intégration du secteur privé dans la réduction des émissions de gaz carbonique, Mutsuyoshi Nishimura a expliqué le programme volontaire du Japon, et Norine Smith a parlé de la consultation que le Canada a menée avec les grands émetteurs et qui aboutit à l'adoption d'une approche fondée sur l'intensité des émissions. Répondant à une question posée par le Royaume-Uni sur les perspectives à long terme de leurs politiques climatiques, Mutsuyoshi Nishimura et Norine Smith ont souligné qu'une planification à long terme et indispensable pour s'assurer des investissements nécessaires dans l'infrastructure. Mutsuyoshi Nishimura a mis en exergue l'investissement important consenti par le Japon dans le domaine de l'efficacité énergétique et la conservation, depuis plusieurs années. Norine Smith a déclaré que les similitudes constatées dans les approches adoptées par différents pays, sont dues probablement à l'influence de la littérature académique.

CINQUIEME SESSION

Mardi matin 17 mai, les délégués ont entendu des exposés présentés par des experts gouvernementaux issus de Papouasie Nouvelle Guinée, du Mexique, d'Australie et de France, et se sont engagés dans une séance de questions réponses.

LES EXPOSES: Papouasie Nouvelle Guinée: Robert G. Aisi a souligné que le Protocole de Kyoto exclut l'entreprise d'une action par les pays en développement pour éviter le déboisement. Il a proposé l'adoption d'un protocole optionnel comportant des crédits de droits d'émission négociables, émis contre les déboisements évités, et s'est demandé si les Accords de Marrakech ne devaient pas être amendés.

Mexique: Fernando Tudela a déclaré qu'un signal devrait être envoyé aux marchés, concernant le régime climatique futur, et soulevé la possibilité de l'adoption d'un "Mandat de Montréal" à la CdP-11/RdP-1. Il a suggéré qu'une différenciation entre les pays en développement est nécessaire, et a introduit l'idée d'une convergence souple des émissions par habitant. Mettant en relief certains aspects positifs du MDP, il a énuméré diverses préoccupations et, notamment, celles ayant trait aux coûts de transaction et au déséquilibre entre l'intégrité environnementale et l'efficacité.

Australie: Jan Adams a déclaré que les principaux émetteurs devraient prendre des mesures pour réduire leurs émissions et a déterminé la demande grandissante en matière d'énergie, à l'échelle mondiale, comme étant un grand défi. Elle a mis en relief la coopération dans le domaine du développement à la fois des technologies de l'énergie renouvelable et des combustibles fossiles propres, et a qualifié l'énergie thermique, la fixation du carbone et les technologies du charbon épuré d'alternatives prometteuses.

France: Paul Watkinson, au nom de l'UE, s'est focalisé sur le défi posé en matière d'investissement. Il a souligné l'influence des décisions d'investissement privé et a mis en exergue sur l'importance de l'intégration de la question climatique dans les diverses politiques, du rôle des régimes commerciaux et de l'Organisation Mondiale du Commerce, et a fait noter que l'incertitude post-2012 est déjà en train d'influencer les marchés du gaz carbonique.

LE DEBAT: Dans le débat qui a suivi, Monaco a déclaré que les émissions par habitant devraient être une considération pertinente dans la détermination des engagements futurs. L'Egypte, la Fédération de Russie, Monaco et d'autres ont fait état des problèmes rencontrés dans le cadre du MDP, y compris celui de sa complexité. Le Maroc a précisé que le MDP nécessite des améliorations, attiré l'attention sur le fait qu'il n'établit pas de lien entre l'action entreprise dans le domaine des changements climatiques et le développement. Fernando Tudela a suggéré que le MDP pourrait se focaliser sur les secteurs économiques et que des seuils de référence sectoriels soient fixés.

La Hongrie et le Japon ont souhaité en savoir davantage sur ce que veut dire 'différenciation entre pays en développement,' et Fernando Tudela a répondu que si un pays peut faire davantage pour réduire ses émissions, il doit le faire, permettant ainsi d'éviter "une course vers le minimum." Le Maroc a proposé que le Secrétariat place, sur son site web, un Thermomètre carbonique élaboré sur la base des contributions nationales des Parties visées à l'Annexe I, aux fins d'accroître la visibilité des rejets de gaz carbonique. La Fédération de Russie a souligné la nécessité d'une certitude pour la période post-2012 pour encourager les investissements provenant du secteur privé. Tuvalu a souligné la question de la participation des petits pays en développement dans le processus climatique. Paul Watkinson a fait observer qu'en résultat de l'ETS de l'UE, les industries, au sein de l'UE sont conscientes des niveaux de leurs rejets.

SIXIEME SESSION

Mardi matin, les délégués ont entendu des exposés présentés par la Nouvelle Zélande, l'Allemagne, l'Argentine et la Finlande, et ont tenu une séance de questions réponses.

LES EXPOSES: Nouvelle Zélande: Helen Plume a fait état des réponses que son pays a mis en place face aux changements climatiques, notamment, une taxe sur le carbone qui sera introduite en 2007. Elle a attiré l'attention sur les circonstances uniques de la Nouvelle Zélande et a mis en relief la nécessité de solutions souples, tout en soulignant que les principaux émetteurs doivent tous être impliqués dans le processus et qu'une large participation est essentielle.

Allemagne: Karsten Sach, au nom de l'UE, a parlé des technologies et de l'innovation. Soulignant le besoin de trouver un moyen de placer les technologies sur le marché, il a décrit une gamme de politiques de "pousser-tirer," et a parlé du rôle des partenariats entre le secteur public et privé. Il a affirmé que le cadre de Kyoto est une bonne plate-forme pour la période post-2012, et a souligné qu'il ne devrait pas y avoir de lacune dans le processus.

Argentine: Vicente R. Barros a reconnu les mises en garde émises concernant le seuil de 2C de réchauffement de la surface de la planète, et a indiqué que le réchauffement sera probablement plus important dans certains pays des régions tropicales et subtropicales, avec des effets, entre autres, sur les précipitations pluvieuses, l'approvisionnement en eau, l'énergie hydraulique et l'agriculture. Il a mis en exergue l'importance de la prise de mesures pour la période post-2012, arguant que "nous devons commencer maintenant" à examiner ces questions. Il a mis également en relief l'importance du MDP et a déclaré que son champ de compétence doit être élargi. Il a également parlé des rôles importants de la fixation du gaz carbonique et du reboisement.

Finlande: Outi Berghäll a souligné l'urgence de l'adaptation, et a appelé à l'intégration des changements climatiques et de l'adaptation dans les politiques de développement, ainsi que dans les processus décisionnels nationaux et départementaux. Elle a évoqué la nécessité d'améliorer la communication intersectorielle, d'éviter la duplication des efforts, et de trouver des synergies entre les institutions internationales et les divers accords environnementaux multilatéraux.

LE DEBAT: Répondant à une question de la Hongrie sur les objectifs à long terme, Helen Plume a indiqué que la Nouvelle Zélande n'a pas adopté un objectif à long terme dans le domaine du



réchauffement de la surface du globe, mais a accepté qu'un consensus international autour d'un tel objectif fournirait une certitude plus importante pour le secteur de l'industrie. Répondant à une question posée par le Pakistan, Karsten Sach a souligné la valeur de la mise en réseau pour la promotion de l'énergie renouvelable, et s'est déclarée d'avis avec le Kenya sur la nécessité de renforcer les capacités pour permettre à l'Afrique de participer plus efficacement dans le MDP. Vicente R. Barros a souligné la nécessité de mécanismes pour encourager des réductions d'émissions plus importantes et développer davantage le MDP. Répondant au Kenya, Outi Berghäll a déclaré que la reconnaissance des différences dans les effets exercés sur les pays, par les changements climatiques, doit être le point de départ de l'adaptation, et que les réponses doivent être taillées à la mesure des circonstances nationales.

LES EXPOSES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Mardi, en début d'après-midi, les représentants des groupes de la société civile ont été invités à prendre la parole. Nick Campbell, représentant des organisations du commerce et de l'industrie au Séminaire, a souligné la volonté de la communauté des affaires de continuer à participer dans les efforts en faveur du climat et a encouragé les Parties à se pencher sur les effets plus importants des politiques en matière de climat.

Sanjay Vashist, du Réseau Action pour le Climat, a souligné que les changements climatiques sont déjà en train d'exercer un impact, et a déclaré que le mandat des négociations autour de la question de la période post-2012, doit émaner de la CdP-11/RdM-1 à Montréal. Il a encouragé la limitation du réchauffement à des niveaux inférieurs à 2C, par rapport aux niveaux préindustriels. Il a déclaré que le cadre futur devrait traiter de sujets tels que ceux de l'accès aux technologies propres, à la justice et à l'équité, à des financements nouveaux et à l'adaptation. Il a argué que "nous ne devons pas nous faire d'illusions et croire que nous pouvons engager les Etats-Unis à ce stade," et devrions commencer les discussions immédiatement aux fins de s'assurer de la continuité entre les première et deuxième périodes d'engagements. Il a également encouragé l'Inde à adopter une "approche fraîche" et à apporter son soutien au mandat de Montréal.

Saleemul Huq, au nom des Organisations Non Gouvernementales de Recherche et Indépendantes (ONGRI), a plaidé pour une réactivité plus ferme aux changements climatiques et pour une action renforcée en faveur de l'atténuation et de l'adaptation. Il a déclaré que les membres de ONGRI sont engagés en faveur de ce processus et qu'ils y contribuent, dans son avancée dans la direction convenue par les Parties.

SEPTIEME SESSION

Mardi après-midi, les délégués ont entendu des exposés présentés par les représentants du Pérou, le Mali et l'Arabie et Saoudite, et ont engagé une séance de questions-réponses.

LES EXPOSES: Pérou: María Paz Cigarán s'est focalisée sur l'action pratique nécessaire au traitement des changements climatiques à l'échelon national. Elle a élaboré sur les campagnes de conscientisation du public et sur les questions ayant trait à l'adaptation, précisant que l'adaptation est locale mais qu'elle a besoin du soutien international. Elle a souligné la nécessité de déterminer, pour les campagnes de conscientisation publique, les audiences et les acteurs cruciaux devant être ciblés, mettant en exergue le slogan de la campagne: "Le climat est en train de changer, nous devrions le faire, nous aussi."

Mali: Mama Konate a élaboré sur les plans de suivi nationaux mis en place par le Mali et a appelé les systèmes d'information météorologique à fournir des renseignements météorologiques aux agriculteurs, qui sont un exemple d'adaptation locale, et à permettre aux populations rurales de prendre des mesures.

Arabie Saoudite: Fared Al-Asaly a déclaré que les Parties visées à l'Annexe I ne sont pas en train d'honorer leurs engagements relevant de l'UNFCCC et du Protocole de Kyoto, notamment dans les domaines de la réduction des émissions ou de la fourniture de

l'aide et du transfert des technologies. Il a souligné que l'action internationale devrait être basée sur les articles de l'UNFCCC, et affirmant que le Programme de Buenos Aires pour l'Adaptation est inadéquat, il a appelé à se focaliser sur la modélisation, l'assurance et la diversification économique.

LE DEBAT: La Namibie, le Burkina Faso, le Togo et d'autres ont exprimé l'intérêt qu'ils portent aux expériences du Mali avec les plans de suivi nationaux et les systèmes d'information météorologique, et ont émis l'idée de les transformer en un programme régional. L'Egypte et la Malaisie ont souligné l'importance du transfert des technologies et du rôle du secteur privé dans le transfert des technologies. La Fédération de Russie a parlé de la nécessité de meilleures prévisions des conséquences des changements climatiques, assorties de perspectives historiques à long terme.

Répondant à une question posée par la France au sujet de l'adaptation, María Paz Cigarán a précisé qu'il est très difficile de tirer des généralisations des expériences des différents pays à cause de la diversité de leurs circonstances. Elle a indiqué que pour le moment, une focalisation plutôt sur le renforcement des capacités que sur la variabilité climatique serait, avec la diffusion de l'information, la mesure la plus profitable. Mama Konate a indiqué que le système d'information du Mali est un exemple qui peut être appliqué à n'importe quel pays en développement. Fared Al-Asaly a déclaré qu'à l'heure actuelle, le développement des technologies propres de combustibles fossiles tend à se focaliser sur le charbon, alors que l'Arabie Saoudite souhaite voir des efforts similaires être fournis dans les technologies du pétrole. Répondant au Nigeria, au Royaume-Uni, à l'Algérie et à la Hongrie, au sujet de la diversification économique, Fared Al-Asaly a déclaré que s'agissant de diversification économique, l'Arabie Saoudite est en train d'axer ses efforts sur le secteur pétrochimique, mais qu'en matière d'adaptation, l'accent y est placé sur la gestion des littoraux.

SESSION DE CLOTURE

Le Coprésident Chow Kok Kee a ouvert les travaux de la séance de clôture, mardi fin d'après-midi. Faisant observer que le Séminaire a été l'occasion de quelques échanges fructueux, il a demandé aux experts de présenter leurs vues sur les trois thèmes clés: le transfert des technologies, l'adaptation et l'atténuation.

Dans leurs réflexions sur le Séminaire, plusieurs participants ont fait des remarques positives pour les échanges francs et ouverts qui y ont eu lieu. Le Luxembourg, au nom de l'UE, a parlé d'un "large consensus" entre les délégations sur les défis communs qui restent à relever. Le délégué a souligné la détermination de l'UE à revigorer les discussions autour de la période post-2012 et a déclaré attendre avec impatience de voir de nouvelles étapes franchies à la CdP-11/RdP-1.

TRANSFERT DES TECHNOLOGIES: Au sujet du transfert des technologies, les participants ont présenté leurs observations concernant la manière d'accroître les flux de transfert des technologies et d'améliorer l'efficacité des mécanismes de Kyoto. Le Canada a plaidé pour des stratégies ciblant des technologies spécifiques. Le délégué des Etats-Unis a mis en exergue le cadre convenu dans le cadre des accords de Marrakech. Il a remis en question les appels à la création de nouveaux mécanismes, et a fait l'éloge du Groupe d'Experts sur le Transfert des Technologies, pour le travail accompli à ce jour. Il a mis en relief également la focalisation sur les partenariats publics privés. Tuvalu a suggéré un nouveau mécanisme de financement pour le soutien du transfert des technologies.

Au sujet du MDP, le Botswana a déclaré que les procédures devraient être simplifiées. La Chine a mis l'accent sur les difficultés rencontrées avec le MDP, et a suggéré de le renforcer et d'examiner des options supplémentaires. Le Nigeria a souligné le rôle du MDP dans la catalyse du Transfert des technologies, a plaidé pour le renforcement du MDP, et a souligné l'importance des études des besoins en matière de technologies. Le Canada a offert d'accueillir un atelier officiel consacré au MDP, avant la CdP-11/RdP-1,



possiblement en septembre 2005. L'Allemagne a déclaré que le MDP devrait être renforcé sans renégociation des Accords de Marrakech. Le Qatar a plaidé pour un système de respect des dispositions vigoureux et assorti de pénalités financières, comme moyens de garantir un marché actif pour le MDP. L'Ouganda a déclaré que la renégociation des modalités du MDP serait trop longue, et a attiré l'attention sur les problèmes dus à la nature fondée sur des motivations commerciales, du transfert des technologies.

Appelant à l'envoi au marché d'un signal concernant les engagements post-2012, la Bulgarie a mis en relief les succès enregistrés concernant les projets de mise en application conjointe et a décrit le Schéma d'Investissement Ecologique, suggérant que les Parties élaborent des directives à l'intention de ce nouveau mécanisme, si cela est jugé nécessaire. L'Algérie s'est plainte de la complexité de la procédure MDP. L'Indonésie a déclaré que l'imposition de seuils d'émissions plus stricts aux pays industrialisés permettrait d'accélérer le transfert des technologies à travers la réduction du coût des technologies respectueuses du climat, et a souligné que la viabilité des modes de vie est plus importante que les technologies. Au sujet du MDP, l'Indonésie a déclaré que des voies et moyens doivent être trouvés pour rendre plus attrayants, les projets de transport et autres projets qui réduisent de manière spécifique les émissions de dioxyde de carbone. Le Kenya a suggéré de mettre en place des mesures visant à encourager la manufacture dans les pays en développement, et a appelé à l'introduction de changements dans le MDP de manière à s'assurer de la répartition équitable des projets. Le Bangladesh a souligné que permettre au marché de conduire l'investissement en faveur du MDP, risque de concentrer les projets dans les pays dotés d'une meilleure infrastructure, et a appelé à la mise en place d'un mécanisme permettant de garantir une répartition plus large des projets du MDP.

ADAPTATION: Les participants ont été ensuite sollicités pour débattre des questions d'adaptation. La Finlande a souligné que l'atténuation est cruciale pour faire face aux changements climatiques, mais a déclaré que l'adaptation est également requise. La représentante a précisé que l'adaptation et l'atténuation sont des mesures complémentaires et non des mesures alternatives, et que l'approche internationale en matière d'adaptation devrait être différente à celle en matière d'atténuation.

L'Inde a souligné que les mesures d'adaptation ne devraient pas tenter de répliquer les modèles appliqués dans le domaine de l'atténuation, tels que les coûts marginaux. Le Sénégal a déclaré que le transfert des technologies devrait être intégré dans les prises de décision politique, et a mis en relief la nécessité d'un transfert de données et d'une coopération scientifique. Le Japon et le Bangladesh ont souligné la nécessité d'améliorer le suivi et l'évaluation des effets climatiques et de vulnérabilité. Le Bangladesh a souligné la nécessité d'intégrer la gestion des catastrophes dans les stratégies d'adaptation. Le Botswana a souligné l'importance de conscientisation du public quant à l'importance de l'adaptation.

ATTENUATION: Au sujet de l'atténuation, la République de Corée a mis en exergue le principe des responsabilités communes mais différenciées et a déclaré que compte tenu de l'automatisme actuelle de l'utilisation des carburants fossiles, partout dans le monde, il serait temps d'examiner l'option énergie nucléaire de manière plus positive. Le délégué a également indiqué que les considérations économiques devraient aider à guider les discussions autour de la période post-2012.

Le Canada a déclaré que la question clé, désormais, consiste à savoir comment avancer à partir de là, d'une façon qui permet de bâtir de manière constructive sur l'UNFCCC et sur le Protocole de Kyoto. La représentante a mis en lumière les similitudes dans la manière dont plusieurs pays sont en train de faire face au problème des changements climatiques, et a estimé qu'il existe d'amples possibilités de conjuguer les efforts à travers les pays et à travers les secteurs.

Le Luxembourg, au nom de l'UE, a plaidé pour la création de synergies entre la lutte contre les changements climatiques et les objectifs de développement durable, et a déclaré que les Chefs d'Etat de l'UE se sont entendus sur une limitation du réchauffement de la surface de la planète à un seuil inférieur à 2C. Le Royaume-Uni a mis en exergue les avantages de l'adoption à la fois d'une approche à long terme et d'une approche à court terme, soulignant que son objectif à long terme ambitieux fourni le cadre et l'encouragement nécessaire à l'action à court terme.

L'Arabie Saoudite a déclaré que l'UNFCCC a établi une approche claire en matière d'atténuation et que les Parties devraient honorer leurs obligations. L'Inde a mis l'accent sur la question de savoir comment forger les politiques de développement de manière à produire des co-avantages pour la lutte contre les changements climatiques. Le délégué a précisé que les pays en développement sont déjà en train de mettre en œuvre des trains de mesures extensifs et réussis, pour la lutte contre les changements climatiques.

LES DECLARATIONS DE CLOTURE: Répondant à des questions concernant le résultat du Séminaire, la Secrétaire Exécutive de l'UNFCCC, Joke Waller-Hunter, a souligné que la CdP-10 avait invité le Secrétariat à mettre à disposition les délibérations du Séminaire. Elle a indiqué qu'un enregistrement vidéo numérique des délibérations est disponible en ligne, et a précisé qu'une compilation de l'ensemble des exposés et des débats qui ont suivi, sera élaborée (<http://unfccc.int/meetings/seminar/items/3410.php>). Cette compilation sera descriptive et factuelle, et ne comportera aucune interprétation des événements.

Le Coprésident Masaki Konishi a indiqué que le Séminaire a donné lieu à un "échange d'information utile et constructif sur une large gamme de sujets." Il a précisé qu'une quantité importante d'informations a été échangée, et que cela devrait aider à conférer davantage d'efficacité aux efforts individuels et collectifs, et à instaurer une confiance entre les Parties. Il a remercié tous les participants et a exprimé l'espoir que le Séminaire a aidé à paver le chemin pour la CdP-11/RdP-1. Il a exprimé sa gratitude au Secrétariat et aux interprètes, au Gouvernement Allemand pour l'accueil de la réunion, et à tous ceux qui ont participé à la tenue de ce Séminaire.

Le Coprésident Chow Kok Kee a mis en exergue l'échange d'information et la franchise qui a caractérisé les débats, et a félicité les participants pour l'approche optimiste et positive qu'ils ont adoptée. Il a affirmé avoir détecté une vision commune et a ajouté que quand bien même "nous pourrions emprunter 100 voies différentes," toutes aboutiront à la réalisation du même objectif de la lutte contre les changements climatiques, sur le chemin du développement durable. Il a clôturé le Séminaire peu après 19 h.

BREVE ANALYSE DU SEMINAIRE

"Ce Séminaire ... est le premier du genre dans l'histoire de l'UNFCCC. [Mais] seul l'avenir dira s'il restera dans les esprits comme un événement historique," a fait observer la Secrétaire Exécutive de l'UNFCCC, Joke Waller-Hunter, à l'ouverture du Séminaire des Experts Gouvernementaux, lundi matin 16 mai. Ce commentaire de Waller-Hunter rendait compte du sentiment qui régnait dans les rangs des participants, au démarrage de la réunion. Beaucoup d'entre eux n'étaient pas sûrs du résultat exact qu'ils devaient espérer du Séminaire. Cette incertitude était due en grande partie à l'importance et au caractère sensible des questions que beaucoup de participants souhaitaient aborder.

La décision de tenir le Séminaire a été prise à la CdP-10 en décembre 2004, suite à des débats animés autour de la manière d'aborder certaines des grandes questions dressées devant le processus de la lutte contre les changements climatiques. La question la plus saillante d'entre-elles, pour certains Parties, est celle du cadre et des engagements futurs en faveur de la lutte contre les changements climatiques, à mettre en place pour la période post-2012. Les pays en développement ont été sensibles aux tentatives d'ouvrir un débat sur des objectifs d'émissions pour les Parties non visées à l'Annexe I, et il y a eu aussi la question difficile des voies et



moyens d'intégrer les non Parties au Protocole de Kyoto dans les pourparlers sur les engagements subséquents. En outre, un intérêt a été exprimé pour d'autres sujets, tels que ceux ayant trait aux preuves de plus en plus grandes de la réalité des changements climatiques, aux divergences d'opinion sur l'avenir de Kyoto et à l'atténuation et à l'adaptation. En raison des réserves et des sensibilités, le mandat fixé pour le Séminaire a été laissé à la fois large et, de l'avis de certains pays, bien vague.

DIALOGUE FRANC ET "THEORIE DU FAUTEUIL CONFORTABLE"

Compte tenu des difficultés rencontrées à la CdP-10 durant les discussions sur le séminaire et son mandat, la plupart des participants ont semblé agréablement surpris de l'atmosphère positive constatée au démarrage du Séminaire. Plusieurs participants ont estimé que le cadre reposant dans lequel se sont déroulés les travaux, y est pour quelque chose. Les Coprésidents du Séminaire, le Japonais Masaki Konishi et le Malais Chow Kok Kee, ont adopté une approche détendue qui apparemment a mis les participants à l'aise. Plusieurs délégués ont fait des commentaires sur les fauteuils rouges confortables, placés sur le podium, pour les experts gouvernementaux. Le podium a été abaissé pour être plus près du niveau de l'audience – encore une fois pour réduire le caractère formel de l'occasion. Certains ont comparé le cadre à celui d'un "talk show à la télévision", et d'autres ont apprécié l'utilisation de "sièges confortables" et de l'approche informelle digne d'une "agréable causerie au coin du feu."

On ne sait pas vraiment si ces détails d'organisation ont été utiles à la création de l'atmosphère positive, mais ce que l'on sait en revanche, c'est que les échanges ont été ouverts et francs et qu'ils ont porté sur une large gamme. Il y a eu un libre échange d'informations sur les mesures que les pays sont en train d'entreprendre dans le cadre de l'atténuation et celui de l'adaptation et pour le soutien de la mise en application des engagements relevant de l'UNFCCC et du Protocole de Kyoto. Il n'y a pas eu également d'objections lorsque des orateurs ont commencé à parler de la période post-2012 et d'autres sujets jugés sensibles auparavant.

Contrairement à l'habitude dans les réunions climatiques précédentes, les participants ont semblé ouverts au dialogue, non seulement autour de leurs positions, mais également des préoccupations qui sous-tendent ces positions. Il y a eu un long débat sur la question des circonstances nationales et plusieurs observateurs ont fait part de leur volonté de comprendre les positions et les préoccupations des autres Parties. Un participant a suggéré que le mandat large assigné à la réunion et le fait qu'il ne soit pas lié à un point particulier de l'ordre du jour, ont permis aux orateurs de penser et de parler librement.

LE FOND ET LA FORME

Outre la forme "conviviale" de l'organisation, plusieurs observateurs se sont dits également satisfaits du fond des discussions, mettant en exergue la focalisation plutôt sur les questions posées que sur les procédures. Des sujets controversés ont été débattus ouvertement. Dans ce cadre, il a lieu de citer les débats librement menés sur le transfert des technologies, les avantages et les inconvénients du MDP, des mesures d'adaptation et d'atténuation et même de l'énergie nucléaire.

Les discussions autour des technologies ont joué un rôle important dans les travaux du Séminaire. Au sujet du transfert des technologies, les pays en développement ont fortement souhaité voir les pays industrialisés montrer un engagement plus important dans ce domaine. Les participants, d'une manière générale, ont estimé que le MDP est une contribution positive et innovante, mais ils ont également reconnu la nécessité de revoir et de simplifier les procédures et d'étendre la portée du mécanisme. Ils ont également axé l'attention sur la nécessité de mettre au point de nouvelles technologies. Certains observateurs ont détecté une volonté plus grande d'engager des discussions sur les questions de technologies, que les

Etats-Unis et nombre d'autres pays ont retenues comme points de mire, notamment, celles ayant trait à la fixation du carbone et au combustibles fossiles "propres."

Plusieurs experts ont mis l'accent sur les aspects financiers du traitement des changements climatiques, en particulier, la nécessité de s'assurer que les actions entreprises offrent des opportunités économiques qu'elles sont peu coûteuses. Là encore, certains ont estimé que cela reflétait une volonté d'accommoder les vues de ceux qui ont critiqué le Protocole de Kyoto pour des motifs économiques. La volonté du secteur du Commerce et de l'Industrie, pour le long terme, a certainement été soulignée à maintes reprises, comme l'ont été les réserves des entreprises, quant à leur incapacité de procéder à une planification convenable, avec un cadre encore tellement peu clair pour la période post-2012. Il y consensus semble-t-il autour du fait que cette incertitude est mauvaise pour l'investissement à long terme. Plusieurs Parties ont également mis en exergue les preuves de plus en plus nombreuses de la réalité des effets économiques exercés par les changements climatiques, qui, de l'avis de nombreux participants, ont contribué à l'instauration d'un dialogue ouvert, au Séminaire. Les récentes réunions qui ont affirmé les dangers qui accompagneraient une élévation des températures, de plus de 2C, par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle, a semblé renforcer la conviction de plusieurs Parties qu'une action urgente est indispensable.

Un autre message émanant du Séminaire a porté sur les délais trop longs de la traduction des décisions politiques en mesures effectives. Ce point de vue a semblé inspirer une grande ouverture qui a permis d'aborder la période post-2012. Certaines Parties ont clairement souhaité voir émaner de la CdP/RdP-1, un "Mandat de Montréal" établissant une feuille de route pour la phase de négociation autour de la période post-2012. Ce chemin devra-t-il traverser directement le territoire du Protocole de Kyoto, dans le cadre de l'UNFCCC ou devra-t-il emprunter plusieurs voies en aval, est une question que la plupart des Parties ont pris soin d'éviter.

La CdP/RdP-1 devant se tenir dans six mois, le résultat et le potentiel attendus du "Mandat de Montréal" sont cependant loin d'être clairs. En dépit du caractère constructif du dialogue mené au cours du Séminaire, certains observateurs ont estimé qu'il y a eu peu de signes que les divergences entre les Parties aient vraiment été réduites, et que ces divergences risquent de donner lieu une fois de plus à des débats animés et à une intransigeance lorsque reprendront les négociations officielles. Mais, peu d'observateurs renieraient le fait que le Séminaire a permis d'établir une certaine confiance et de montrer une volonté de comprendre des positions et les circonstances des vis-à-vis, et même de commencer à chercher des voies et moyens innovants de les accommoder. Un participant a résumé le séminaire comme suit: "Juste un petit premier pas dans la nouvelle phase qu'entame le processus climatique," et d'ajouter, "mais au moins un pas dans la bonne direction."